

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMAG

Pole d'activités Yvon Morandat
1480 avenue d'Arménie
13120 Gardanne

D/SPR/VJ/1309/2023

Références : D-1615-AIX-2023

Code AIOT : 0006401124 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suites à des plaintes pour nuisances olfactives durant le mois d'août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEMAG exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée pour 53 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Problématique des odeurs pendant la période estivale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle du dispositif de captation du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I	/	Sans objet
4	Suivi des rejets atmosphériques du moteur de valorisation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Épisodes de nuisance olfactive de l'été 2023	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 3.1.3	/	Sans objet
3	Campagne de mesure des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	/	Sans objet
5	Déclaration à l'Inspection de l'épisode de nuisances	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69	/	Sans objet
6	Envois des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.3	/	Sans objet
7	Entretien du fossé périphérique au casier en exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée à la suite de plaintes pour odeur.

En réponse aux plaintes pour nuisances olfactives occasionnées durant l'été, l'exploitant a mis en œuvre des actions immédiates afin de maîtriser et limiter au maximum les odeurs du site.

En parallèle, il a missionné des bureaux d'études pour analyser l'origine des odeurs et préconiser des actions à mettre en place sur la base des meilleures techniques disponibles applicables en la matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Épisode de nuisance olfactive de l'été 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, nuisances odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Dès les premières plaintes reçues, l'exploitant a engagé les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- réduction au maximum de la surface d'exploitation,- renforcement des couvertures journalières,- augmentation des fréquences de passage du parfum, De plus, l'exploitant a transmis le jour de l'inspection un plan des actions mises en œuvre et futures : <u>Dès les périodes concernées :</u> <ul style="list-style-type: none">- Renforcement de la couverture du talus le long de l'alvéole 3.2 ;- Renforcement des couvertures journalières ;- Augmentation des fréquences de passage du parfum ;- Réduction au maximum de la surface en exploitation ;- Campagne curative de réparations du réseau de biogaz en juillet 2023 sur le casier 2 ;- Des rondes ont été effectuées par le personnel SEMAG aux horaires récurrents de signalement dans les quartiers concernés pour assurer un suivi des nuisances. <u>Mobilisation de partenaires extérieurs :</u> L'exploitant a mobilisé des ressources et partenaires extérieurs afin d'analyser la situation survenue durant le mois d'août et ajuster le plan d'action: <ul style="list-style-type: none">- Les services supports spécialisés de SUEZ (qui assure l'enfouissement pour le compte de l'exploitant et qui est également exploitant de l'ISDND du Jas de Rhodes) ;- Le bureau d'études Environnement'Air (spécialisé dans les problématiques d'odeurs et déjà intervenu pour l'ISDND SEMAG en 2014 lors d'une période de nuisances similaire) ; Le bureau d'étude Environnement'Air a été missionné par la SEMAG afin d'analyser les signalements durant ces 3 derniers mois. Des paramètres météorologiques défavorables « sur mesure » vont être mis en place pour anticiper les odeurs de déchets frais compte tenu de la nouvelle configuration de l'exploitation.

<p>Pour les odeurs liées au biogaz, le BET Environnement'Air, a permis de mettre en place un système d'alerte « sur mesure » adressées par Météo France pour anticiper 48h à l'avance les jours à risque et ainsi planifier la mise en place des mesures conservatoires supplémentaires pour lutter contre les nuisances olfactives, principalement liées au biogaz, comme le passage renforcé du parfum, un réglage du réseau adapté et une accentuation de la couverture journalière.</p> <p>Environnement'Air va également être chargé d'assurer un suivi des nuisances sur les mois à venir (incluant des déplacements sur site dès le signalement pour identifier la source et l'intensité des odeurs). L'objectif de ces missions étant d'ajuster le plan d'action et de le renforcer le cas échéant.</p> <p>Le bureau d'études EODD (spécialisé dans les infrastructures de traitement de déchets) accompagne SEMAG sur cette thématique de gestion des nuisances olfactives en lien avec Environnement'Air, notamment pour mieux identifier l'origine de ces nuisances, et le cas échéant définir des actions complémentaires.</p> <p>Le ressenti d'odeurs de déchets frais durant l'été est en partie lié à l'exploitation de l'alvéole en zone haute.</p> <p>L'été prochain, l'exploitation se fera en partie basse dans la nouvelle alvéole autorisée à réceptionner des déchets.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection sous 1 mois le bilan des investigations réalisées et évaluera le cas échéant les améliorations à apporter. L'exploitant joindra à cet effet le plan d'actions mis à jour assorti d'un échéancier.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle que l'arrêté du 7 août 2023 modifiant l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux introduit un article 21 -V qui à compter du 01 janvier 2024 prescrit la réalisation d'un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant tiendra compte de cette nouvelle obligation dans son plan d'action.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Contrôle du dispositif de captation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité du réseau biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>

Constats : L'exploitant a présenté les enregistrements des contrôles mensuels relatifs à la surveillance du réseau biogaz . La qualité du biogaz est mesurée tous les semestres. Tous les paramètres sont analysés, à l'exception du paramètre H ₂ O (le monoxyde de dihydrogène ou vulgairement l'eau) qui n'est plus mesuré depuis l'année 2022.
Observations : L'exploitant justifiera sous 15 jours de la réalisation des analyses à fréquence mensuelle de la qualité du biogaz en intégrant le paramètre H₂O.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Campagne de mesure des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus du casier
Prescription contrôlée : Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.
Constats : L'exploitant fait réaliser chaque trimestre par un bureau d'études spécialisé une cartographie des émanations gazeuses diffuses de surface du CH ₄ (méthane) du casier en exploitation. Ces données sont exploitées. Si ces dernières révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant met en œuvre des actions correctives afin de résorber les émanations diffuses identifiées, telles que : <ul style="list-style-type: none"> - Remise en état de la sonde de la pompe d'un puits de condensats ; - Réparation d'une entrée d'air sur un puisard de lixiviats ; - Travaux de reprise des fissures sur des digues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Moteur Formaldéhyde
Prescription contrôlée : Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm ³ .

Constats : L'exploitant indique que l'une des deux cuves du système de filtration était saturée début août (ce qui a induit son changement dans les semaines suivantes), ce qui expliquerait le dépassement de la valeur limite en formaldéhyde relevé par Bureau Véritas le 03/08/2023 de 15,7 mg/Nm ³ Une nouvelle analyse par un laboratoire agréé est programmée courant novembre 2023.
Observations : L'exploitant transmettra sous 1 mois les résultats du dernier prélèvement prévu le 24/11/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration à l'inspection de l'épisode de nuisances

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Plaintes odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : L'exploitant explique avoir cherché immédiatement la cause des odeurs et a échangé avec les voisins de l'exploitation. Des mesures immédiates ont été mises en œuvre : - Réduction au maximum de la surface d'exploitation ; - Renforcement des couvertures journalières ; - Augmentation des fréquences de passage de parfum. L'exploitant a averti la DREAL après avoir identifié la problématique de cet épisode de nuisances olfactives.
Observations : L'Inspection rappelle à l'exploitant que la déclaration d'un incident doit être faite dans les meilleurs délais (cf. R512-69), indépendamment de l'identification de l'origine de l'incident et des mesures à prendre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Envois des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation des alvéoles en fonction de la vitesse du vent

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prévisions de vitesse de vent sont demandées aux services de la météorologie nationale. Pour les périodes de vent faible ($V < 60$ km/h) le casier en cours d'exploitation est équipé, au sommet des fronts d'exploitation, de filets d'une hauteur de trois (3) mètres en nombre suffisant de maille maximale de cinquante millimètres (50 mm), fixés solidement au sol (plots béton ou système équivalent), afin de limiter les envols de façon importante ou par tout autre dispositif reconnu d'efficacité équivalente ou supérieure. Ces dispositifs sont nettoyés régulièrement.</p> <p>Alvéole grand vent : Pour les périodes de vent dont la vitesse est supérieure à 60 km/h. En plus des dispositions définies au paragraphe a), la zone de déchargement est équipée de filets mobiles d'une hauteur de six (6) mètres et de maille maximale de 50 mm en nombre suffisant afin de limiter les envols de façon importante ou par tout autre dispositif reconnu d'efficacité équivalente ou supérieure. Ces dispositifs sont nettoyés régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a implanté, autour du casier en exploitation des filets de 6 mètres de hauteur. Ces filets sont déplacés au fur et à mesure de l'avancement de la zone exploitée.</p> <p>Lors d'épisodes venteux importants, l'exploitant procède au ramassage des plastiques envolés au-dessus des filets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Entretien du fossé périphérique au casier en exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Acheminement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté un important colmatage généré par la terre et les cailloux du fossé situé en périphérie du casier, ainsi que la buse située sous le passage le long de la piste entre le casier et la société Durance Granulat dans la montée menant aux lieux de déchargement.</p> <p>Suite à l'Inspection, l'exploitant a fait procéder au curage des fossés et a transmis les photos des fossés curés ainsi que de la buse (cf. photos en annexe).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit veiller à l'intégrité des fossés de collecte des eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées et le cas échéant procéder régulièrement à des opérations de curage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>



Curage du fossé périphérique au casier